Effet de la qualité de la démocratie sur le niveau de satisfaction des citoyens en matière de services de santé et d'éducation au Sénégal

Source : Unesco Africa, une école primaire à Soucoura au Sénégal

Par ***Boubou Junior COLY***, doctorant en Sciences économiques

Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES), UGB – Sénégal

Résumé

L'objectif de ce travail est d'étudier l'effet de la démocratie sur la qualité de l'offre de services publics d'éducation et de santé au Sénégal en adoptant une approche microéconomique. Nous utilisons les données de l'enquête Afrobaromètre collectées auprès de 1200 citoyens adultes. Les résultats de l'analyse économétrique, effectuée à l'aide du modèle probit, montrent que la qualité de la démocratie a un effet positif et significatif sur la performance du gouvernement en matière de santé et d'éducation. La qualité de la démocratie est donc profitable aux citoyens sénégalais du point de vue de la fourniture de services de santé de base et d'éducation de qualité. Ces résultats invitent ainsi le gouvernement à améliorer le niveau de la démocratie dans le pays pour permettre aux citoyens de bénéficier des services d'éducation et de santé de qualité.

Mots clés : qualité de la démocratie ; qualité de l'offre de services publics ; performance du gouvernement ; éducation ; santé de base ; Sénégal.

Abstract

The aim of this article is to study the effect of democracy on the quality of public education and health service provision in Senegal using a microeconomic approach. We use data from the Afrobarometer survey collected from 1 200 citizens. The results of the econometric analysis, carried out using the probit model, show that the quality of democracy has a positive and significant effect on government performance in health and education. The quality of democracy therefore benefits Senegalese citizens in terms of the provision of quality basic health and education services. These results call on the government to improve the level of democracy in the country to enable citizens to benefit from quality education and health services.

Keywords : quality of democracy ; quality of service public provision ; education ; basic health ; Senegal.

TABLE DES MATIERES

Résumé 2

Abstract 2

Introduction 4

1. Quelques faits stylisés sur la démocratie et la qualité des services publics de santé et d'éducation au Sénégal 6

1.1. La démocratie au Sénégal : niveau et qualité 6

1.2. La performance du gouvernement en matière d'éducation et de santé au Sénégal 8

2. Méthodologie 10

2.1. Modèle économétrique 10

2.2. Les variables du modèle 11

2.2.1. La variable dépendante ou endogène 11

2.2.2. Les variables explicatives ou exogènes 12

2.3. Source des données de l'étude 13

3. Analyse des résultats et discussions 13

3.1. Présentation et analyse des résultats 13

3.2. Discussion des résultats 16

Conclusion et implications de politiques économiques 17

BIBLIOGRAPHIE 18

ANNEXES 20

Introduction

Selon la Banque mondiale, l'éducation et la santé sont les composantes essentielles du capital humain d'une nation. En effet, une bonne éducation et une meilleure santé sont indispensables pour améliorer la productivité et les revenus des travailleurs (Banque mondiale, 2019). Ainsi, l'amélioration de la qualité de l'offre de services d'éducation et de santé est devenue un objectif de premier plan tant au niveau international que national. A l'échelle mondiale, par exemple, les objectifs 3 et 4 de développement durable (ODD) accordent une place centrale aux services d'éducation et de santé de qualité. En particulier, l'objectif 3 des ODD vise à assurer la santé et le bien-être de tous, tandis que le quatrième ODD vise à garantir à tous l'accès à une éducation équitable, gratuite et de qualité (Nations Unies, 2022). Au Sénégal, le gouvernement s'est doté depuis 2014 d'un nouveau modèle de développement, dénommé « Plan Sénégal Emergent – PSE ». Ce plan, qui a pour vison de construire « *un Sénégal émergent en 2035 avec une société solidaire dans un Etat de droit* », vise à améliorer l'accès aux services sociaux d'éducation et de santé de qualité, comme en témoigne l'Axe 2 dudit Plan consacré au développement humain.

Ainsi, le gouvernement a fourni de nombreux efforts, notamment en augmentant les ressources financières allouées au financement de l'éducation et de la santé. Cela a donc permis au pays de réaliser des progrès dans ces deux domaines. Dans le secteur de l'éducation par exemple, les taux de scolarisation au primaire et au secondaire ont fortement progressé au cours des dernières années. En 2019, par exemple, les taux nets de scolarisation au primaire et au secondaire étaient respectivement de 53% et de 31.8% (ANSD, EHCVM 2019). Mieux, les taux de scolarisation des filles au primaire et au secondaire ont également connu des progrès significatifs. En matière de santé, le pays a également réalisé des progrès, notamment en termes de baisse de la mortalité infantile et maternelle, et d'augmentation des taux de couverture de la vaccination des enfants (voir, les données de l'ANSD, EDS 2019). Cependant, malgré les progrès réalisés dans ces deux domaines, les défis persistent, notamment en termes de qualité des services fournis. En effet, la population est faiblement satisfaite de l'offre de services publics de santé de base et d'éducation.

Selon les données de Afrobarometer 2021, plus de la moitié des citoyens du Sénégal n'est pas satisfaite de l'offre de services d'éducation et de santé. En effet, les données révèlent que 63% des citoyens sénégalais estiment que l'offre de services publics de santé de base est de mauvaise qualité. En matière d'éducation, 66% des citoyens déclarent que le gouvernement se préoccupe « très mal » ou « plutôt » de leurs besoins en éducation. Ces statistiques révèlent clairement que les systèmes éducatifs et sanitaires du Sénégal sont défaillants en termes de qualité des services.

Dans ce contexte, il importe de s'interroger sur les déterminants de l'amélioration de la qualité de l'offre des services publics d'éducation et de santé de base. Cela nous a conduit à examiner la question de recherche suivante : quel est l'effet de la qualité de la démocratie sur le niveau de satisfaction des citoyens en matière d'éducation et de santé au Sénégal ?

En effet, au cours des dernières décennies, la question de la démocratie a suscité un engouement dans le monde du fait de son importance de plus en plus reconnue dans les politiques de lutte contre la pauvreté. Elle désigne un ensemble de pratiques et de principes qui institutionnalisent et protègent la liberté (Damon, 2022). Elle suppose donc l'organisation d'élections libres et transparentes, la liberté d'expression et de presse, la liberté politique, l'égalité devant la loi, la liberté de culte et la liberté de voyager (Herrera et al., 2007 ; Herrera et al., 2022). Par ailleurs, elle est considérée par les organisations internationales de développement comme la formule la plus indiquée pour lutter contre la pauvreté (Herrera et al., 2007).

Partant de la théorie économique, la démocratie est considérée comme un facteur déterminant du niveau et de la qualité des services publics, notamment d'éducation et de santé. En effet, la démocratie devrait permettre de donner la voix aux « sans voix » et, ce faisant, favoriser une participation des populations et en particulier des plus pauvres à l'élaboration des politiques publiques. De ce point de vue, elle favorise le droit à l'information et à l'expression, ce qui permet de s'attaquer directement à l'une des dimensions de la pauvreté : l'exclusion ou la marginalisation (Herrera et al., 2007 ; Kuepié et al., 2018). De plus, la démocratie favorise la concurrence électorale. En favorisant ainsi une concurrence électorale, la démocratie renforce le niveau de responsabilité, de transparence et d'équité des pouvoirs publics dans la prestation de services publics de qualité (Lieberman, 2015 ; Trotter, 2016 ; Harding, 2019). Les grandes démocraties présentent donc des taux plus élevés d'accès aux services publics, en particulier dans l'éducation (Brown, 1999 ; Lake et Baum, 2001 ; Stasavage, 2005 ; Harding et Stasavage, 2014) et la santé (Kudamatsu, 2012 ; Bollyky et al., 2019). En outre, la démocratie est censée favoriser la bonne gouvernance qui est un facteur important d'amélioration de la qualité des services publics d'éducation et de santé (Hounsounon, 2016 ; Krönke et Olan'g, 2020).

Dans ce travail, nous analysons la relation entre la qualité de la démocratie et l'offre de services publics de qualité au Sénégal, en nous focalisant sur les services d'éducation et de santé de base qui sont les plus demandés par les populations[1]. Le travail apporte ainsi une contribution à la littérature économique en apportant des éléments de réponse quant aux effets de la démocratie

[1] Voir les données de l'enquête Afrobaromètre Sénégal 2021.

sur la fourniture de services publics de qualité au Sénégal. C'est à notre connaissance le premier travail qui s'intéresse de façon individuelle au cas du Sénégal. Du point de vue méthodologique, l'analyse adopte une approche purement microéconomique fondée sur les opinions exprimées par les citoyens. Ainsi, il se différencie des travaux antérieurs qui mettent l'accent sur le niveau d'accès aux services. En outre, nous utilisons une analyse économétrique qui consiste à estimer un modèle mettant en relation la qualité de la démocratie et le niveau de satisfaction des citoyens en matière d'éducation et de santé, et des variables de contrôle issues de la littérature existante.

Le reste de l'article est organisé comme suit. Dans un premier temps, nous présentons quelques faits stylisés sur le niveau de démocratie et la satisfaction des citoyens à l'égard de la fourniture de services publics d'éducation et de santé. Dans un deuxième temps, la méthodologie adoptée dans cette analyse est succinctement présentée. La dernière partie du travail est, pour sa part, consacrée à l'analyse et à la discussion des résultats obtenus.

1. Quelques faits stylisés sur la démocratie et la qualité des services publics de santé et d'éducation au Sénégal

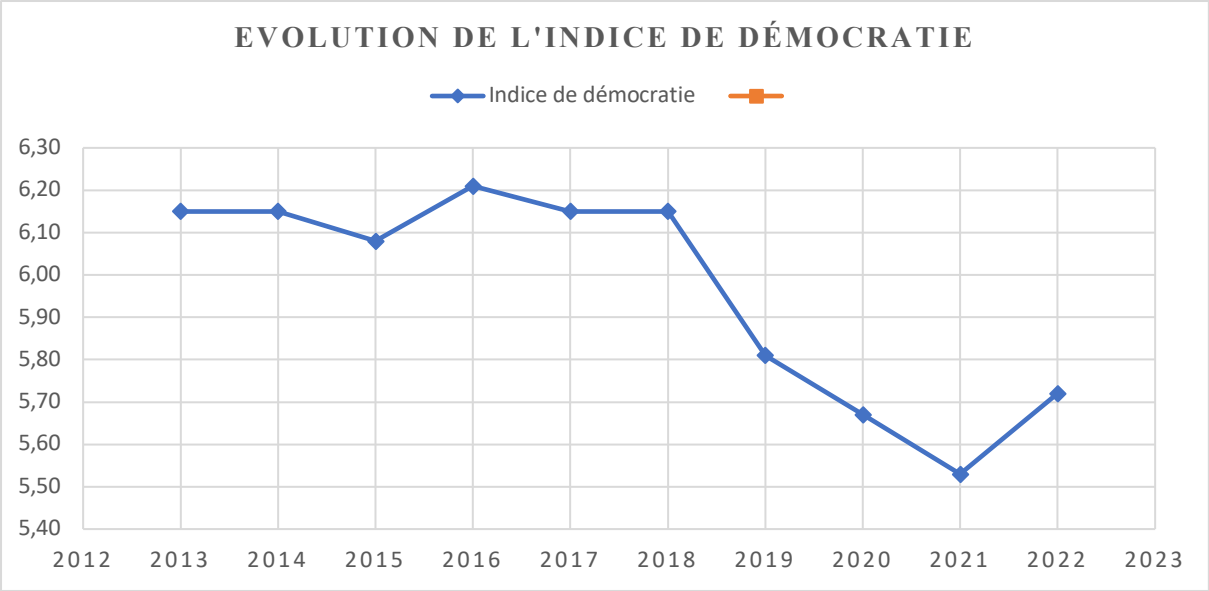
Cette section présente premièrement la qualité du niveau de démocratie au Sénégal, en utilisant une approche descriptive. Elle analyse ensuite le niveau de satisfaction des citoyens en matière de santé et d'éducation, en mobilisant les données issues des enquêtes Afrobaromètre Sénégal.

1.1. La démocratie au Sénégal : niveau et qualité

Dans cette partie, nous analysons le niveau et la qualité de la démocratie au Sénégal du point de vue des citoyens. Cependant, pour mieux comprendre la qualité de la démocratie au Sénégal, il est plus indiqué de cerner d'abord l'évolution de la démocratie dans le pays au cours de ces dernières années. A ce titre, la figure 1 montre l'évolution de l'indice de démocratie au Sénégal au cours de ces dix dernières années (2013 – 2022).

Figure 1 : Evolution de l'indice de la démocratie[2] au Sénégal entre 2013 – 2022.

[2] Cet indice est produit par The Economist Intelligence à partir de cinq dimensions : les processus électoraux et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation à la politique, la culture politique démocratique et les libertés civiles. Il s'étend sur une échelle de 1 à 10 (pour plus de détails, voir Economist Intelligence, 2023).



Source : Auteur à partir des données de The Economist Intelligence Unit (2023)

L'analyse de la figure ci-dessus démontre que l'indice de démocratie au Sénégal a connu une évolution en dents-de-scie. En effet, l'indice a connu une évolution constante entre 2013 – 2014. Cependant, l'indice a connu une légère baisse en 2015 (6.08), avant de croître pour atteindre la valeur de 6.21 en 2016. Depuis 2016, l'indice de démocratie a continuellement chuté pour se situer à 5.53 en 2021. Cette baisse significative de la démocratie au Sénégal peut être expliquée, entre autres facteurs, par des affaires juridico-politiques qui ont secoué le pays entre 2017 et 2021, et surtout par des restrictions imposées aux libertés en réponse à la crise sanitaire de la Covid-19. Par ailleurs, le Sénégal a enregistré une légère hausse de son indice en 2022 qui s'est établi à 5.72 contre 5.53 en 2021. Cela a conduit le pays à occuper la 82ème place sur 167 pays dans le monde (The Economist Intelligence Unit, 2023).

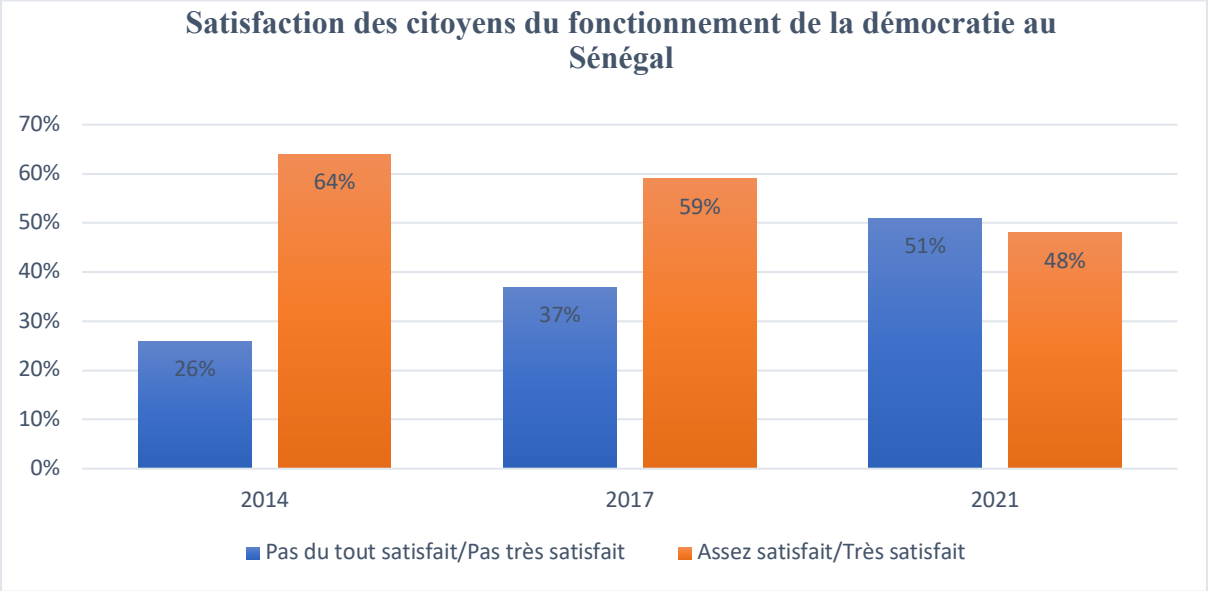
Toutefois, malgré la baisse de la démocratie notée au cours de ces dernières années, notamment entre 2018 et 2021, le Sénégal demeure l'un des pays les plus démocratiques du continent noir. En 2021 par exemple, il est classé 9ème sur 54 pays africains en matière de gouvernance par la Fondation Mo Ibrahim, devant des pays comme le Maroc, le Rwanda et le Kenya (IIGA, 2022).

En ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie, il se reflète dans le niveau de confiance que les citoyens ont envers les institutions publiques. Dans ce cadre, les données de perception disponibles[3] révèlent que 53% des citoyens sénégalais estiment que le Sénégal est une « pleine démocratie » ou une « démocratie avec des problèmes mineurs ». Il faut cependant noter que le

[3] Voir les résultats du Round 8 Afrobarometer, Qualité de la démocratie et de la gouvernance au Sénégal, 2021.

niveau de satisfaction de la façon dont la démocratie fonctionne au Sénégal est particulièrement faible, comme le montre la figure 2. En effet, entre 2014 et 2021, le niveau de satisfaction de la manière « dont la démocratie fonctionne au Sénégal » a continuellement baissé. En particulier, 51% des sénégalais ont déclaré ne pas être satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays en 2021. Cette proportion était de 26% en 2014 et de 37% en 2017 selon les données issues des enquêtes Afrobaromètre. Ces statistiques indiquent donc clairement une baisse de la qualité de la démocratie du point de vue des citoyens.

Figure 2 : La satisfaction des citoyens de la manière dont la démocratie fonctionne au Sénégal

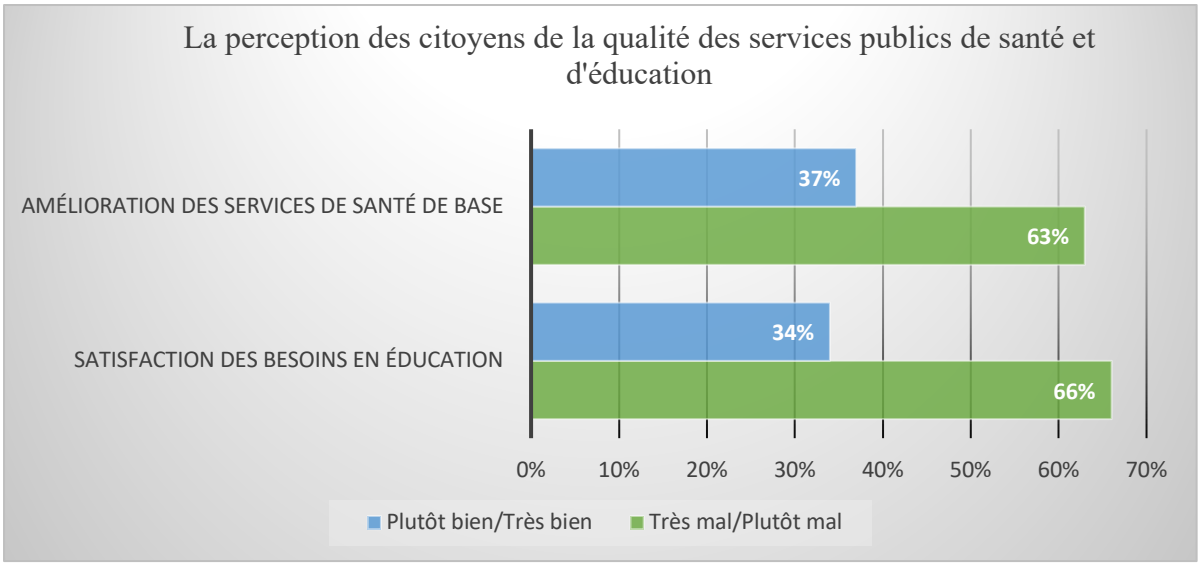


Source : Auteur à partir des données de Afrobaromètre Sénégal 2014, 2017 et 2021.

1.2. La performance du gouvernement en matière d'éducation et de santé au Sénégal

La figure 3 illustre la satisfaction des citoyens sénégalais à l'égard de l'offre de services publics de santé de base et d'éducation. Cette figure montre que 37% des citoyens enquêtés estiment que l'offre de services de santé de base est de bonne qualité. En matière d'éducation, seulement 34% des individus enquêtés affirment que l'offre de services est de bonne qualité contre 66% qui déclarent que le gouvernement se préoccupe « très mal » ou « plutôt mal » de leurs besoins en éducation (voir figure 3). Ces statistiques permettent d'affirmer que le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de l'offre de services publics d'éducation et de santé reste encore faible.

Figure 3 : Qualité de l'offre de services publics d'éducation et de santé au Sénégal



Source : Auteur à partir des données de Afrobarometer, Round 8, 2021.

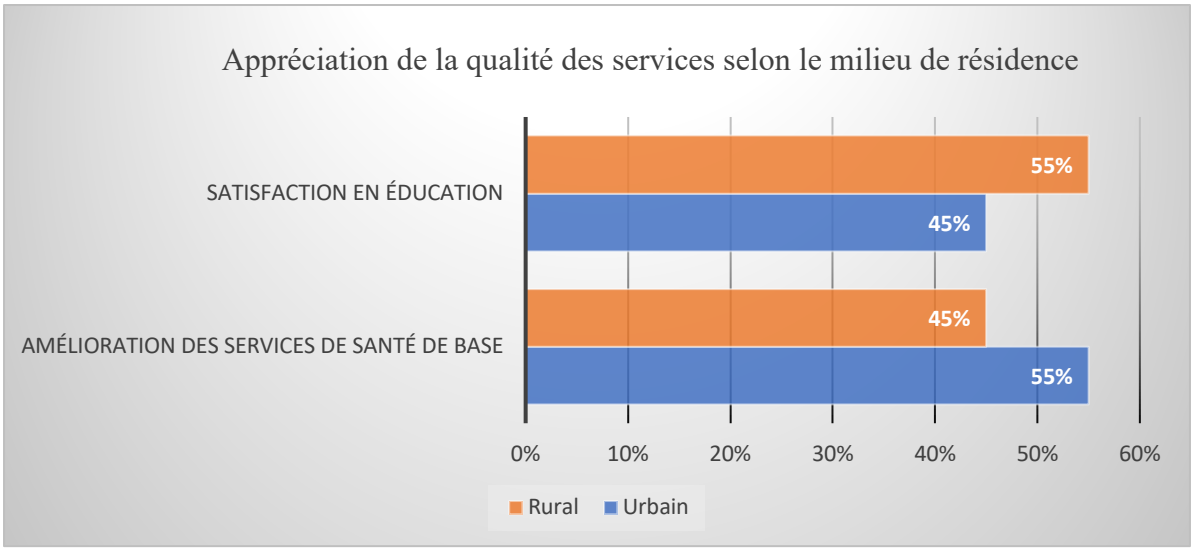
L'analyse de la figure 3 montre que la majorité des individus enquêtés jugent « plutôt mal » ou « très mal » l'offre de services publics d'éducation et de santé de base. Cela laisse supposer que les efforts du gouvernement actuel ne se traduisent pas par une amélioration des conditions de vie des citoyens, notamment en termes de fourniture de services de qualité.

Selon le milieu de résidence, la qualité de l'offre de services de santé de base est plus appréciée en zone urbaine, où près de 55% des résidents affirment que l'amélioration des services de santé de base est « plutôt bien » ou « très bien ». Cependant, la satisfaction des besoins en éducation est plus élevée en milieu rural. En effet, dans ce milieu de résidence, 55% des enquêtés déclarent que le gouvernement se préoccupe « plutôt bien » ou « très bien » de leurs besoins en éducation (voir, figure 3.1 ci-dessous). Ainsi, on peut affirmer qu'il existe une discrimination dans l'offre de services d'éducation et de santé de qualité à la population selon le milieu de résidence.

Figure 3.1 : Appréciation de la qualité des services publics d'éducation et de santé de base selon le milieu de résidence des citoyens[4]

[4] Pourcentage des individus ayant répondu « Plutôt bien » ou « Très bien » à la question Q50 de la base de données de Afrobaromètre Sénégal 2021 : « *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes* ? »

.



Source : Auteur à partir des données de Afrobaromètre Sénégal 2021.

2. Méthodologie

Cette section présente le modèle économétrique utilisé dans ce travail. Elle présente également les différentes variables utilisées ainsi que la source des différentes données mobilisées.

2.1. Modèle économétrique

Dans ce travail, nous nous intéressons aux effets de la qualité de la démocratie sur la satisfaction de l'offre de services publics d'éducation et de santé au Sénégal. A cet effet, nous spécifions et estimons un modèle économétrique à variable endogène dichotomique. Ce choix se justifie par le fait que la variable endogène de notre modèle est une variable qualitative binaire qui vaut 1 si l'individu enquêté déclare être satisfait de la fourniture du service public considéré et 0 sinon.

Dans les modèles à variable dépendante binaire, l'estimation linéaire n'est pas appropriée car les valeurs prédites peuvent être en dessous de 0 et au-dessus de 1, ou comprises en les deux. Aussi, la faiblesse de la variance de la variable dépendante peut conduire à des estimations de mauvaise qualité lorsque les moindres carrés ordinaires sont utilisés (Hounsounon, 2016). Dans ce cas de figure, on utilise généralement le modèle logit ou le modèle probit.

En utilisant ces modèles, on cherche à modéliser la probabilité que la variable expliquée prenne la valeur 1 ou 0. Pour ce faire, on suppose qu'il existe une variable latente notée y* tel que y = 1 si y* ≥ 0 et y = 0 si y* < 0. Ensuite, on suppose que la variable y* dépend linéairement d'un certain nombre de variables explicatives X de telle sorte que :

$$y^* = \beta X + \varepsilon$$

Dans cette équation, ε représente le terme stochastique. La méthode d'estimation de ce modèle (probit ou logit) dépend de l'hypothèse faite sur la distribution de ce terme aléatoire ε. Dans la littérature en économétrie, il existe deux hypothèses principales sur la distribution de ce terme stochastique. En effet, si le terme stochastique suit une loi logistique, on utilise le modèle logit. Par contre, si le terme stochastique suit une loi normale, le modèle probit est le plus approprié.

Ces deux modèles, logit et probit, fournissent des résultats très proches dans la pratique. Ainsi, le choix entre les deux modèles est généralement laissé à la libre appréciation de l'économètre. Pour notre cas, nous choisissons le modèle probit pour effectuer notre analyse économétrique.

2.2. Les variables du modèle

Le choix des variables dans le cadre d'une analyse économétrique est d'une importance capitale du fait que chaque variable retenue doit apporter au moins une explication significative ou non au phénomène étudié. Dans ce travail, nous avons retenu les variables suivantes :

2.2.1. La variable dépendante ou endogène

La variable dépendante de notre modèle est la satisfaction de l'offre du service public. Elle est une variable binaire qui mesure le degré de satisfaction des citoyens à l'égard de la performance du gouvernement en matière de santé et d'éducation. Ainsi, elle vaut 1 si les individus estiment que les services publics sont de bonne qualité et 0 sinon. Cette variable est obtenue en recodant les réponses de la question Q50 de la base définie comme suit : « *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes* ? »

Une liste de services publics de base est proposée aux personnes enquêtées dont entre autres :

- Q50G : amélioration des services de santé de base ;
- Q50H : satisfaction des besoins en éducation.

A ces différentes questions, les individus enquêtés ont la possibilité de choisir entre cinq (05) modalités, à savoir : « très mal », « plutôt mal », « plutôt bien », « très bien », et « ne sait pas ».

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons particulièrement à la perception (bonne ou mauvaise) que les individus attribuent aux services qu'ils reçoivent des pouvoirs publics. De ce fait, nous avons considéré tous ceux qui ont répondu « plutôt bien » ou « très bien » comme des individus qui reconnaissent que l'offre de services publics est de bonne qualité et tous ceux qui ont choisi les modalités « très mal » ou « plutôt mal » comme étant des individus qui admettent une offre de services publics de mauvaise qualité. Finalement, notre variable « qualité de l'offre de services publics » vaut 1 si les enquêtés pensent que les services fournis sont de bonne qualité

et 0 sinon. Fait important, notre analyse économétrique retient deux variables dépendantes (les services éducatifs et de santé de base), ce qui revient à estimer deux modèles.

2.2.2. Les variables explicatives ou exogènes

Les variables explicatives que nous avons retenues dans ce travail se présentent comme suit[5] :

- *La qualité de la démocratie* : elle est la variable d'intérêt de notre étude. Cette variable est obtenue en recodant les réponses données à la question 37 de la base intitulée comme suit : « *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Sénégal ?* ». Dans la base, six modalités ont été proposées aux répondants : « Très satisfait », « Assez satisfait », « Pas très satisfait », « Pas du tout satisfait », « Le Sénégal n'est pas une démocratie », ou « Ne sait pas ». Ce qui nous intéresse ici, c'est le fait d'être satisfait ou non du fonctionnement de la démocratie dans le pays. Nous avons donc considéré tous les individus qui ont répondu « Très satisfait » ou « Assez satisfait » comme ceux qui sont satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne au Sénégal, et les individus qui ont répondu « Pas très satisfait » ou « Pas du tout satisfait » ou encore « Le Sénégal n'est pas une démocratie » comme ceux qui sont insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays. La qualité de la démocratie est donc une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si l'individu est satisfait de la manière dont la démocratie fonctionne au Sénégal et 0 sinon. Le signe attendu ici est positif puisque la qualité de la démocratie est censée améliorer la qualité des services.
- *La disponibilité des services publics d'éducation ou de santé* : cette variable indique la proximité entre les citoyens et les services publics d'éducation ou de santé. En d'autres termes, elle renseigne sur la présence ou non du service dans la zone du répondant. Elle prend ainsi la valeur 1 si le service est disponible dans la zone du répondant et 0 sinon.
- *Le milieu de résidence* : cette variable indique la zone de résidence du répondant. Elle permet de déterminer s'il y a une discrimination dans la qualité des services selon que l'on réside en milieu urbain ou rural. Elle est obtenue à partir de la question URBRUR de la base et vaut 1 si le répondant réside en milieu urbain et 0 si milieu rural.
- *Le niveau d'instruction* : cette variable représente le plus haut niveau d'instruction de la personne enquêtée. En effet, elle permet de noter si la perception des répondants sur la qualité des services publics fournis est fonction de leur niveau d'instruction. Ainsi, elle

[5] La liste de toutes les variables utilisées dans l'analyse est produite en annexe (voir, tableau 1 en annexe).

est générée à partir de la question Q97 de la base et est recodée en quatre (04) modalités : 1 = aucune éducation formelle, 2 = Primaire, 3 = Secondaire et 4 = Post-secondaire.

- *Sexe* : cette variable renseigne sur le sexe du répondant. Elle permet de voir s'il y a une discrimination selon le genre (homme ou femme) dans la fourniture des services publics de qualité. Elle est obtenue à partir de la question Q101 de la base. Pour les besoins de l'analyse économétrique, nous l'avons recodé comme suit : 1 = Homme et 0 = Femme.
- *Statut d'emploi* : cette variable indique le statut d'emploi du répondant et constitue donc une variable binaire qui prend 1 si le répondant occupe un emploi et 0 sinon (*Cf.* Q95A). Elle permet de comprendre comment l'occupation d'un emploi ou non peut affecter la perception que les individus ont de la qualité des services publics qui leur sont fournis.
- *L'affiliation politique* : elle permet d'étudier l'influence de l'appartenance politique sur la perception de la qualité des services publics. Plus précisément, il s'agit d'examiner si la perception des citoyens de la qualité des services diffère selon que l'on soit du même parti que le Président de la République ou de l'opposition. Cette variable est obtenue en recodant la question Q91B de la base de données de notre étude. Ainsi, elle vaut 1 si le répondant déclare être d'un parti de la majorité présidentielle, 2 si la personne enquêtée est de l'opposition et 3 si le répondant ne milite dans aucun parti politique.

2.3. Source des données de l'étude

Les données utilisées dans ce travail proviennent des résultats de l'enquête Afrobaromètre Round 8 sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Sénégal. L'enquête a été réalisée entre le 12 décembre 2020 et le 9 janvier 2021 et a porté sur un échantillon de 1200 individus choisis aléatoirement. L'objectif est de recueillir les opinions des citoyens sur la manière dont le pays est gouverné et la manière dont l'économie est gérée. Ainsi, les informations recueillies renseignent notamment sur le niveau de la démocratie dans le pays, la situation économique du pays, le niveau de pauvreté, les conditions de vie des ménages, l'accès aux services publics, etc.

3. Analyse des résultats et discussions

Dans cette partie, nous présentons et analysons les résultats de l'estimation du modèle probit, puis nous discutons ces résultats à l'aune de la littérature existante.

3.1. Présentation et analyse des résultats

Le tableau ci-après fournit les résultats de la régression probit des deux modèles. L'examen des résultats montre que les deux modèles estimés sont globalement significatifs. En effet, dans les

deux estimations, la probabilité (Prob > chi2) est inférieure au seuil de 1%. La faiblesse des R^2 n'entache en rien la qualité des résultats obtenus.

Tableau 3.1 : Résultats des estimations du modèle probit

Variables	education	sante
democratie	0.2261546*** (0.0448315)	0.1569248*** (0.0378605)
centre	---	0.0651485 (0.0823005
ecole	0.2614678* (0.1569988)	---
residence	-0.1766984** (0.0779402)	0.1546409* (0.0812042)
emploi	0.064056 (0.0813627)	0.0168008 (0.0801022)
nivinst	0.0201042 (0.0171525)	0.0417585 (0.0372865)
politique	-0.0402411 (0.04267)	0.020273 (0.0423888)
sexe	-0.0655654 (0.0777474)	-0.0102311 (0.0769279)
constante	-0.6238859*** (0.1891424)	-0.6793669*** (0.1439057)
Observations	1 200	1 200
Pseudo R^2	0.0312	0.0176
Prob > chi2	0.0000	0.0002

*** : significativité à 1%, ** : significativité à 5% et * : significativité à 10%

Source : Auteur à partir de l'estimation du modèle probit

Globalement, les résultats révèlent que la démocratie affecte positivement et significativement la qualité des services publics de santé et d'éducation. En effet, les coefficients associés à cette variable sont positifs et significatifs à 1% dans chacune des deux régressions. Ce qui signifie qu'un niveau élevé de démocratie améliore l'offre de services de santé et d'éducation de qualité. Les résultats montrent également que le milieu de résidence a un effet mitigé sur la qualité des

services fournis. En effet, le milieu de résidence a un effet positif et significatif au seuil de 5% sur l'amélioration des services de santé de base. Selon ce résultat, les résidents du monde urbain ont plus de chance de recevoir des services de santé de qualité que les résidents du monde rural. Ce résultat laisse donc présager une certaine discrimination dans la fourniture des services de santé de qualité, en faveur notamment des résidents du milieu urbain. En revanche, l'effet du milieu de résidence sur l'amélioration des besoins en éducation est négatif et statistiquement significatif au seuil de 5%. Ce qui signifie que ceux qui résident en milieu urbain ne sont pas satisfaits de la qualité des services publics d'éducation qui leur sont fournis.

Il ressort également des résultats que la variable *accès aux services éducatifs* (*ecole*) présente un coefficient positif et significatif au seuil de 5% sur la satisfaction des citoyens en matière d'éducation. Selon ce résultat, plus les individus ont accès aux écoles, plus ils sont satisfaits de la performance du gouvernement en matière d'éducation. En revanche, comme l'indiquent les résultats, la variable *accès aux centres de santé* (*centre)*, bien que présentant un coefficient positif, n'est pas significative. Cela montre que le gouvernement doit améliorer l'accès aux centres de santé du fait que cette variable peut contribuer à améliorer positivement la perception que les citoyens ont de la qualité des services de santé de base.

Cependant, les autres variables explicatives (sexe, niveau d'instruction, affiliation politique et statut d'emploi) se révèlent non significatives dans les deux modèles. Elles n'affectent donc pas la perception de la qualité des services publics d'éducation et de santé offerts aux citoyens.

Intéressons-nous maintenant aux effets marginaux du niveau de démocratie sur la qualité des services de santé et d'éducation. En effet, avec le modèle probit, les coefficients estimés ne sont pas directement interprétables. Ils ne peuvent être interprétés que par rapport à leurs signes. Pour une analyse marginale, il faut estimer les effets marginaux des variables explicatives sur la variable à expliquer. Le tableau 3.2 présente l'effet marginal du niveau de démocratie sur la perception de la qualité de la fourniture de services publics d'éducation et de santé.

Tableau 3.2 : Effet marginal de la démocratie sur la qualité de l'offre de services publics

Variables	Désignation	Effets marginaux
Sante	Amélioration des services de santé de base	0.059378
Education	Satisfaction des besoins en éducation	0.0834711

Source : Auteur

L'analyse de ces résultats montre que la qualité de la démocratie au Sénégal affecte beaucoup plus la satisfaction des besoins en éducation que l'amélioration des services de santé. En effet, le niveau de démocratie augmente de 8,35% la probabilité de satisfaire les besoins en éducation et de 5,94%% la probabilité d'améliorer les services de santé de base. En somme, les résultats révèlent qu'une bonne qualité de la démocratie au Sénégal accroîtrait fortement la probabilité que les citoyens soient satisfaits de la fourniture de services publics de santé et d'éducation.

3.2. Discussion des résultats

Les résultats de l'estimation ont montré que la qualité de la démocratie au Sénégal a un impact positif et significatif sur la qualité de la fourniture de services publics d'éducation et de santé. En d'autres termes, plus la démocratie est de bonne qualité, meilleure est la qualité des services publics de santé et d'éducation offerts aux populations. Ce résultat rejoint ceux déjà trouvés par certains auteurs, notamment en Afrique. On peut citer, par exemple, Hounsounon (2016) qui a montré, à l'aide des modèles dichotomiques, que la démocratie a un effet positif et significatif sur la qualité de l'offre de services publics d'éducation et de santé en Afrique subsaharienne. Il faut cependant noter que cette étude portait un ensemble de six services publics, y compris ceux d'éducation et de santé. D'autres auteurs ont également trouvé des résultats similaires (voir, par exemple, Kudamatsu, 2012 ; Harding et Stasavage, 2014 ; Krönke et Olan'g, 2020). Aussi, il est apparu que le milieu de résidence a un effet mitigé sur la qualité des services d'éducation et de santé. En effet, le milieu de résidence a un effet positif significatif sur la qualité des services de santé, tandis qu'il affecte négativement et significativement la qualité des services éducatifs. Cela montre, comme nous l'avons souligné ci-haut, que les résidents du monde urbain reçoivent des services de santé de meilleure qualité que les résidents du monde rural. Par contre, ceux qui résident en milieu rural sont plus satisfaits que les résidents des centres urbains de la fourniture de services éducatifs. Dans la littérature, les auteurs ont trouvé des résultats quelque peu mitigés sur cette question. Hounsounon (2016), par exemple, n'a trouvé aucun impact significatif du milieu de résidence sur l'amélioration des services de santé de base, alors que Onana et Kono Abe (2020) ont trouvé un effet négatif significatif du milieu de résidence sur l'offre de services publics de qualité. Selon ces auteurs, les résidents des zones rurales du Cameroun ne sont pas satisfaits de la qualité des servies qui leur sont offerts, aussi bien dans le domaine éducatif que sanitaire. Nos résultats sont donc contradictoires à ces résultats, aussi bien pour l'éducation que pour les services de santé. Enfin, nos résultats ont mis en évidence un effet non significatif du niveau d'instruction sur la qualité des services publics. Ce résultat semble infirmer celui de

Hounsounon (2016) qui a montré que les individus ayant au moins le niveau primaire ont plus de chance de recevoir des services de qualité que ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction.

Conclusion et implications de politiques économiques

Le but de ce travail était d'examiner l'effet du niveau de démocratie sur la qualité perçue des services publics d'éducation et de santé au Sénégal. L'analyse économétrique a été réalisée à l'aide du modèle probit et avec les données de la base Afrobaromètre Sénégal en date de 2021. Les résultats montrent que globalement la démocratie affecte positivement et significativement la qualité de l'offre de services publics d'éducation et de santé de base. En effet, les coefficients associés au niveau à la qualité de la démocratie se sont restés positifs et significatifs au seuil de 1% dans chacun des deux modèles. Ce qui laisse supposer que la démocratie favorise la bonne gouvernance qui, à son tour, induit une fourniture de services publics de qualité aux populations, et par conséquent, une amélioration de la satisfaction des citoyens à l'égard de ces services. Le niveau de démocratie, bien qu'encore faible au Sénégal si on se fie aux résultats de l'analyse descriptive, est profitable aux citoyens du point de vue de la qualité de la fourniture des services publics d'éducation et de santé qui constituent les plus demandés par ces citoyens.

Ce travail contribue ainsi à la littérature de plusieurs manières. Premièrement, l'analyse est purement microéconomique et porte sur les opinions exprimées par les citoyens au cours d'une enquête. L'objectif est ici de prendre en considération ce que vivent réellement les populations. Deuxièmement, c'est à notre connaissance la première analyse empirique s'intéressant de façon individuelle au cas du Sénégal. Ainsi, les résultats de l'étude permettront aux décideurs publics de prendre des décisions efficientes pour améliorer la qualité de la gouvernance démocratique et par ricochet la qualité de l'offre de services de santé de base et d'éducation.

Ainsi, les implications de politiques économiques qui découlent de nos résultats peuvent être les suivantes. Premièrement, les résultats de l'analyse descriptive ont démontré que les citoyens apprécient faiblement la qualité de la démocratie. Il est donc nécessaire d'améliorer le niveau de qualité de la démocratie, en renforçant, par exemple, la liberté d'expression et de la presse, la liberté politique, l'organisation d'élections libres et transparentes, etc. Deuxièmement, il est apparu de nos estimations que l'effet de la démocratie sur l'offre de services d'éducation et de santé de base de qualité, bien que positif et significatif, reste encore faible. De ce point de vue, il est important de concevoir des politiques publiques de développement orientées beaucoup plus vers l'amélioration des services de santé de base et d'éducation.

Bio de l'auteur :
Diplômé d'un Master en Analyse Economique et Quantitative (AEQ) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal, Boubou Junior COLY est actuellement doctorant en économie au Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES). Ses travaux de recherche portent essentiellement sur l'évaluation des politiques publiques, la gouvernance, la démocratie, la fourniture de services publics dans les pays en développement. Par ailleurs, il a récemment obtenu une attestation de formation en Economie de l'environnement et gestion des ressources naturelles, délivrée par l'Université Senghor d'Alexandrie.

BIBLIOGRAPHIE

Afrobarometer et CRES, « Gouvernance économique, politique et accès aux services sociaux de base. Résultats du 8e tour d'Afrobarometer au Sénégal », 2021, www.afrobarometer.org

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) [Sénégal], et ICF, *Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue)*, Rockville, Maryland, USA : ANSD et ICF, 2019.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), *Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages au Sénégal 2018/2019*, Rapport final, Septembre 2021.

Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation*, Washington, 2019, DC : Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-1328-3.

T. J. BOLLYKY et al., «The relationships between democratic experience, adult health, and cause-specific mortality in 170 countries between 1980 and 2016 : an observational analysis », *The Lancet*, Vol. 393, n° 10181, 2019, pp. 1628 – 1640.

D. S. BROWN, « Reading, Writing, Regime Type : Democracy's impact on primary school enrollment », *Political Research Quarterly*, Vol. 52, n° 4, 1999, pp. 681 – 707.

J. DAMON, « Classements et déclassements de la démocratie dans le monde », *Constructif*, Vol. 1, n° 16, 2022, pp. 18-24, https://www.cairn.info/revue-constructif-2022-1-page-18.htm

Fondation Mo Ibrahim – IIAG 2022, *Résultats de gouvernance 2012 – 2021. Profil Sénégal*, Rapport disponible en ligne sur : https://iiag.online/fr/locations/sn.html

R. HARDING, « Who is democracy good for ? Elections, rural bias, and health and education outcomes in Sub-Saharan Africa », *The Journal of Politics*, Vol. 82, n° 1, 2019.

R. HARDING et D. STASAVAGE, « What democracy does (and doesn't do) for basic services : schools fees, schools inputs, and African elections », *Journal of Politics*, Vol. 76, n° 1, Janvier 2014, pp. 229 – 245.

J. HERRERA et al., « La mesure de la gouvernance, la démocratie et la participation au Pérou : enseignements d'une expérience de deux décennies », in T. CALVO et al., *Numéro spécial sur les statistiques de Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS)*, *Statéco,* 2022, 116, 17 – 30.

J. HERRERA et al., « Governance, Democracy and Poverty reduction : Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America », *International Statistical Review*, Vol. 75, n° 1, avril 2007, pp. 70 – 95.

D. HOUNSOUNON, « Décentralisation et qualité de l'offre de services socio-publics en Afrique subsaharienne », Afrobarometer Working Papers No. 165, mai 2016.

M. KUDAMATSU, « Has democratization reduced infant mortality in Sub-Saharan Africa ? Evidence from micro data », *Journal of the European Economic Association*, Vol. 10, n° 6, décembre 2012, pp. 1294 – 1317.

M. KRÖNKE et L. OLAN'G, « Dividende démocratique : vers une éducation de qualité en Afrique », Document de Politique No. 63, Afrobarometer 2020.

M. KUEPIE et al., « Multiples dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie : le point de vue de la population malienne Enquête ELIM2006, Premiers résultats », 2018.

D. A. LAKE et M. A. BAUM, « The invisible hand of democracy. Political control and the provision of publics services », *Comparative Political Studies*, Vol. 34, n° 6, 2001, pp. 587 – 621.

E. S. LIEBERMAN, « The comparative politics of service delivery in developing countries », in C. LANCASTER et N. VAN DE WALLE (dir), *The Oxford Handbook of the Politics of Development*, Oxford Handbooks, Publié le 12 Novembre 2015, pp. 480 – 498, Disponible sur : https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199845156.013.7 (consulté le 19/07/2023).

S. P. ONANA et J-M. KONA ABE, « Décentralisation et qualité de l'offre de services sociaux au Cameroun », *Revue d'Economie et Gestion des Organisations (REGO)*, Vol. 6, n° 1, Janvier 2020, pp. 11 – 45.

Nations Unies, (2022), *Rapport sur les objectifs de développement durable 2022*.

D. STASAVAGE, « Democracy and Education spending in Africa », *American Journal of Political Science*, Vol. 49, n° 2, 2005, pp. 343-358.

The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2022 : Frontline democracy and the battle for Ukraine* [**En ligne**]. Disponible sur : https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2022/ (consulté le 27/07/2023).

P. A. TROTTER, « Rural electrification, electrification inequality and democratic institutions in sub-Saharan Africa », *Energy for Sustainable Development,* Tome 34, Octobre 2016, pp. 111 – 129.

ANNEXES

Tableau 1 : Résumé des variables de l'étude

Variables	Notations	Codes
Qualité des services publics d'éducation et de santé	education & sante	1 = bonne qualité ; 0 = mauvaise qualité
Qualité de la démocratie	democratie	1 = bonne qualité ; 0 = mauvaise qualité
Disponibilité des services	Ecole & centre	1= Présence du service ; 0=Absence
Milieu de résidence	residence	1 = Urbain ; 0 = Rural
Niveau d'instruction	nivinst	1 = aucune instruction formelle, 2 = Primaire ; 3 = Secondaire ; 4 = Post-secondaire
Sexe	sexe	1 = Homme ; 0 = Femme
Statut d'emploi	emploi	1 = Travailleur ; 0 = Chômeur
Affiliation politique	politique	1 = parti de la majorité présidentielle ; 2 = opposition ; 3=aucun parti politique

Source : Auteur